

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-174

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-174 (ex-article 152) (santé publique)

Remplacer le texte actuel par :

1. L'Union contribue à un niveau élevé de santé physique et mentale par la prévention des causes de danger pour la santé humaine et par la lutte contre les grands fléaux revêtant une dimension européenne. Elle complète et coordonne les politiques nationales dans ce domaine.

Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union

2. Dans le domaine de la santé publique, l'Union respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture des services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4 ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

3. L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. En application de l'article I.13, paragraphe 2, dernier alinéa, et en vue de réaliser les objectifs visés au présent article, lorsque l'effet au niveau européen est significatif, la loi ou la loi-cadre européenne établit :

a) les mesures nécessaires pour prévenir les causes graves de danger pour la santé humaine ou les maladies et affections humaines;

b) les mesures de lutte contre les menaces pour la santé, y compris les maladies transmissibles et la dissémination volontaire d'agents biologiques ou chimiques.

5. En application de l'article I-16, paragraphe 2, deuxième alinéa et en vue d'encourager la coopération entre les États membres axée sur l'amélioration de la santé et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour lutter :

a) contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé;

b) contre les menaces et les risques graves pour la santé.

Explication : Pour donner suite à la décision de distinguer entre les aspects de cette politique qui relèvent de la compétence partagée et ceux qui relèvent de la compétence complémentaire de l'Union, il faut envisager une réécriture de cet article ce qui permet également de mettre en œuvre certaines recommandations du groupe Europe Sociale, présidé par M. Katiforis, que la Convention plénière a bien accueilli.